

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 18 (1992)

Heft: 1

Artikel: La Suisse vire à la sociologie : entre dépendances et interdépendances

Autor: Hutmacher, Walo

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814509>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SUISSE VIRE À LA SOCIOLOGIE¹

Entre dépendances et interdépendances

Walo Hutmacher

Service de la recherche sociologique, Genève, et
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève

En se donnant pour thème «Sociologie de la Suisse, sociologie en Suisse», les organisateurs de ce IX^e congrès se avaient un double but que le comité du congrès formulait ainsi :

- 1) «Apporter des informations dans le cadre des grandes problématiques qui interpellent notre société et exigent la contribution croissante et incontournable de l'analyse sociologique;
- 2) examiner la situation dans laquelle se trouve la sociologie suisse et s'interroger sur ses perspectives d'avenir».

Un congrès est toujours aussi un moment de bilan. Je centrerai l'essentiel de mes réflexions sur le second aspect, tout en admettant que le champ d'observation qu'offre un congrès est évidemment partiel. L'exercice tient un peu de la sociologie à chaud.

1. Un vent d'optimisme

Dès l'ouverture, il a régné dans ce congrès un certain optimisme, voire un optimisme certain, à propos de l'évolution de la sociologie dans ce pays. Plusieurs orateurs se sont plus à constater que «la demande de sociologie augmente», que la sociologie suisse «décolle», que les postes consacrés à la sociologie se multiplient (même ceux de professeurs). L'analyse sociologique serait ainsi devenue «incontournable», «un passage obligé sur la voie de la décision». Pareil optimisme sied évidemment au cérémonial d'ouverture d'un congrès. Mais il ne s'est pas vraiment démenti dans la suite des travaux du congrès, et plusieurs rapporteurs de groupes ont confirmé, avec satisfaction, parfois même avec un peu de surprise, que «de nouveaux créneaux s'ouvrent», «un marché se forme» pour la sociologie.

1 Intervention de synthèse au Congrès de la Société suisse de sociologie, Neuchâtel, octobre 1991.

La terminologie dans laquelle cette satisfaction s'exprime mérite au moins d'être soulignée au passage. Les sociologues s'inscrivent dans l'air du temps en adoptant ainsi le vocabulaire du marketing, celui de l'expansion des segments de marché, de la rencontre entre l'offre et la demande, des créneaux qui s'ouvrent, du décollage de la demande, etc.

Mais laissons là la terminologie. Sur le fond, il me semble pouvoir partager le constat d'un certain développement de la sociologie dans ce pays. Avec les autres sciences sociales, notre discipline s'institutionnalise progressivement en Suisse. L'affluence au congrès en témoigne autant que l'abondance des communications. Les travaux étaient groupés en douze domaines thématiques totalisant quelque cent vingt communications. A ma connaissance, ce sont là deux chiffres records dans les annales des congrès suisses de sociologie.

Indépendamment du congrès, d'autres indices confirment la tendance à une certaine consolidation de la place de la sociologie :

- dans presque toutes les universités, les structures de recherche et d'enseignement de la sociologie se sont étoffées;
- l'enseignement de la sociologie est recherché dans les curricula de multiples formations universitaires, mais aussi dans l'enseignement tertiaire extra-universitaire (formations sociales, paramédicales, pédagogiques, etc); il fait même de premières percées au niveau de l'enseignement secondaire;
- des rôles de sociologues émergent en dehors de l'univers académique; on peut dorénavant se déclarer sociologue sans voir immédiatement s'allumer un immense point d'interrogation dans les yeux de tout interlocuteur;
- la sociologie est représentée au Fonds national par un sociologue reconnu par sa communauté scientifique;
- les publications de sciences sociales se multiplient et trouvent des lecteurs;
- l'Académie suisse qui se disait des sciences humaines se reconnaît depuis cette année comme Académie des sciences humaines *et sociales* et ses nouveaux statuts font une place plus équitable aux sciences sociales;
- le «paquet» des quatre grands programmes prioritaires de recherche a soulevé une seule critique majeure dans le débat parlementaire et cette critique ne concernait pas l'ampleur de la dépense engagée (360 mio. de francs !) mais l'absence dans le paquet d'un programme s'adressant aux sciences sociales.

Ces perspectives optimistes réjouissent bien sûr le (bientôt vieux) sociologue que je suis. La tonalité est aujourd'hui bien différente de celle qui régnait il y a une vingtaine d'années au Congrès de sociologie de 1971 à Lausanne, où le regretté Peter Heintz lançait cette formule devenue célèbre : «La Suisse est une *black box* sociologique». L'histoire de la sociologie suisse de cette période reste à écrire, de même que sa mise en perspective sociologique. Ce ne peut

évidemment pas être mon propos ici. Pourtant, un bref regard en arrière – en quelques *flash backs* au moins – permet de mesurer la distance parcourue.

En 1973, dans son premier rapport sur la recherche, le Conseil suisse de la science rangeait la sociologie parmi les disciplines et domaines de recherche qui, en comparaison internationale et compte tenu des besoins du pays, devaient être considérés comme insuffisamment développés en Suisse. Le rapport proposait que des mesures spéciales d'encouragement soient prises pour combler le retard pris. En collaboration avec le Conseil de la science, la Société suisse de sociologie entreprit alors d'élaborer un bilan, des orientations générales et des perspectives de développement qui ont été publiés dans *Politique de la science* (N° 3, 1974) comme *Propositions pour un plan de développement de la recherche sociologique en Suisse*. Dans les conditions du moment, ces propositions ont été très rapidement rangées dans les tiroirs.

Des mesures spéciales, visant à développer la recherche dans des domaines déficitaires du développement scientifique, ont vu le jour au milieu des années soixante-dix. Mais ce devait être sous la forme des programmes nationaux de recherche orientés non pas vers la consolidation de disciplines déficitaires, mais vers des problématiques sociales, économiques et technologiques déclarées d'importance nationale. Indirectement la recherche sociologique a aussi bénéficié de ces programmes, mais leur effet de structuration de la discipline a été beaucoup moins direct que celui qu'on avait espéré à l'origine.²

Particulièrement dans sa partie alémanique, qui est aussi sa fraction déterminante, la Suisse tolérait mal la sociologie. De nombreux incidents et conflits en témoignent. Sans prétention à l'exhaustivité, rappelons-en quelques uns :

- Durant la seconde moitié des années soixante déjà, Urs Jäggi avait quitté l'Université de Berne suite aux attaques répétées dont il avait été l'objet pour avoir montré que la presse helvétique donnait une image partielle et partielle des événements et des enjeux du conflit vietnamien. L'institut de sociologie de Berne a d'ailleurs traversé d'autres difficultés par la suite.³
- Au milieu des années soixante-dix aussi débuta une longue crise de légitimité de la représentation de la sociologie au sein du Conseil de la recherche du Fonds national.

2 Avec l'appui de l'Académie et grâce à l'engagement de quelques pionniers, la Société suisse de sociologie réussit néanmoins au cours des années soixante-dix à donner à la communauté des sociologues de ce pays une revue et un bulletin d'information et de liaison ainsi qu'à publier les premiers volumes d'une collection d'ouvrages.

3 La réalisation, depuis quelque temps, des conditions d'une certaine stabilité dans ce canton paradigmatique de la Suisse, m'apparaît comme un sérieux indice du changement général d'attitude à l'égard de la sociologie.

- A cette même époque encore, deux ouvrages de sociologues provoquèrent de véritables scandales. Il s'agit d'une part de celui de Thomas Held et René Lévy paru en 1974 et publiant les résultats d'une enquête sur «*La situation de la femme en Suisse*». Les auteurs avaient pris le parti de décrire les voies de la discrimination féminine dans ce pays. Or, en quelques semaines, l'Institut de sociologie de Zurich pouvait remplir un bon classeur fédéral d'extraits de presse, articles, éditoriaux et lettres de lecteurs, protestant contre le constat d'inégalité et contre les interprétations des sociologues; ces protestations émanaient d'hommes et de femmes, de journalistes, de politiciens et de simples citoyens.⁴ Deux ans plus tard, en 1976, Jean Ziegler, devenu professeur de sociologie à Genève quelques années auparavant, publiait «*La Suisse au-dessus de tout soupçon*»; on sait les remous qu'il fit dans les mondes bancaire, financier et politique.

Avec un certain recul, l'histoire dira sans doute qu'à cette époque, une opinion conservatrice autorisée refusait la sociologie comme une discipline de dangereux *Besserwisser* critico-révolutionnaires qui, avec des méthodes et des références théoriques *importées* et «sous prétexte de science», mettaient en question la légitimité de l'ordre établi dans la presse, dans le monde de la banque et de la finance, dans le domaine de l'éducation et même dans les ménages. Peut-être aussi la Suisse établie tolérait-elle d'autant moins toute remise en question de son ordre que l'évident engagement idéologique de ses fractions dominantes et de sa presse dans la guerre froide contribuait à compenser la neutralité officielle du pays aux plans politique et militaire. De plus, l'image internationale de la Suisse était excellente, le miroir que lui tendaient les autres pays était plus que flatteur et encourageait l'auto-satisfaction. Ce pays d'ordre, de propreté et de prospérité, avec ses mécanismes de démocratie directe si exemplaires, forçait l'admiration d'autant plus que sa puissance et son rayonnement économiques dans le monde étaient hors de proportion avec sa taille. Comment une opinion dominante ne s'en serait-elle pas trouvée confortée à penser et légitimée à proclamer que ce pays n'avait pas besoin de se connaître pour se faire; il était fait – par-fait – au point que le débat de société finit par se résumer au fameux et auto-suffisant «Y en a point comme nous».

Pendant ce temps, en parfait contraste avec la Suisse, la sociologie connaissait un développement tout à fait spectaculaire dans d'autres pays du vieux continent. En France, une nouvelle génération de sociologues s'affirmait avec force, celle des Touraine, Morin, Bourdieu, Boudon, Balandier, Crozier, etc. En Allemagne,

4 Sur le moment l'ouvrage ne fut pas traduit en français comme il avait été prévu. Cela n'empêche qu'une dizaine d'années plus tard il allait figurer parmi les textes de référence de la très officielle Commission fédérale pour les questions féminines.

la sociologie à l'américaine avait pris un essor considérable dans les universités tandis que l'école de Francfort entretenait la veine critique traditionnelle de la sociologie européenne.

Mesuré à ces standards internationaux, le développement de la sociologie en Suisse au cours des vingt dernières années apparaît bien moins spectaculaire. A juste titre, on parle encore de «décollage»; le régime de croisière n'est pas atteint. De nombreuses zones d'ombre subsistent. Tous les instituts universitaires de sociologie n'atteignent pas la fameuse «masse critique» du potentiel de recherche définie dans les *Propositions* de 1974. Les modes d'organisation et de structuration de la recherche se cherchent encore dans ce pays où le fédéralisme du système universitaire, la diversité des langues et celle des horizons de référence théorique ont favorisé jusqu'à maintenant l'atomisation des recherches plutôt que l'accumulation et une certaine concentration des compétences. La Suisse ne dispose toujours pas, à la fin de ce vingtième siècle, d'un observatoire permanent et public de la société, dont l'esquisse figurait aussi dans les propositions de la Société suisse de sociologie en 1974. Les ressources humaines et matérielles n'ont pas suivi la pente de la demande croissante d'enseignement. Dans le goulot d'étranglement qui se forme ainsi, le (faible) potentiel de recherche risque à tout moment d'étouffer. Les comparaisons avec d'autres pays sont toujours délicates. Je n'en ferai qu'une seule : si, entre les années cinquante et quatre-vingt, le nombre de professeurs de sociologie avait augmenté en Suisse au même rythme qu'en Allemagne, nous aurions compté en 1980 déjà quelque trois cents professeurs de sociologie, à comparer avec les trente-trois réellement recensés.⁵

Le développement récent de la sociologie n'est pas limité aux universités. On constate au contraire une certaine émigration des chercheurs, des compétences et des ressources hors des institutions de la sociologie académique. Le comité de recherche *Sociologie de la santé* illustre parfaitement le cas : sur les 14 personnes qui y ont présenté une communication, une seule appartient à un institut de sociologie, les autres font partie de facultés de médecine, d'instituts privés ou de services d'Etat. Ce cas n'est pas exceptionnel; les proportions seraient par exemple semblables dans le domaine de la sociologie de l'éducation. Cette émigration peut signifier un risque d'affaiblissement du potentiel par la dépendance à l'égard d'autres disciplines, d'autres logiques et d'autres intérêts que ceux de l'accumulation autonome de connaissances sociologiques, un risque supplémentaire aussi d'émiettement et d'atomisation des ressources et des savoirs, et donc de perte de substance pour la sociologie dans son ensemble.

5 Voir F. Gaillard, W. Hutmacher, U. Klöti, R. Levy : *Entwicklungstendenzen und Probleme der Sozialwissenschaften in der Schweiz*, Conseil suisse de la science, 1990, p. 19.

Mais le développement d'une sociologie extra-académique représente aussi une chance d'institutionnalisation externe aux institutions académiques et donc de potentialisation.

La montée d'une sociologie extra-universitaire est un fait social (peu analysé au demeurant) qui s'observe dans d'autres pays. Son sens dépendra en dernière analyse de ce que les sociologues en feront. La connaissance sociologique peut s'en trouver enrichie à condition qu'il se construise un espace commun de circulation et d'appréciation des produits et des personnes. A l'intérieur des institutions académiques et à l'extérieur, on peut être tenté de considérer que ce que les uns gagnent, les autres le perdent. Globalement, le jeu serait alors à somme nulle. On peut aussi chercher par tous les moyens à augmenter les surfaces de contact, d'échange et de coopération, pour que tout le monde y gagne et notamment aussi la connaissance. Il y a là un défi pour l'avenir qui s'adresse directement et en tout premier lieu aux sociologues. Dans l'immédiat, les comités de recherche jouent un certain rôle de plate-forme, mais tôt ou tard, il s'agira d'aménager les institutions d'une sociologie professionnalisée. Forts de leurs savoirs, les sociologues sauront-ils anticiper assez pour créer les conditions d'une convergence des intérêts ?

2. La force des choses

Malgré ces réserves, on admet cependant volontiers que la situation de la sociologie est aujourd'hui plus favorable qu'autrefois. Avec la modération légendaire qui la caractérise, la Suisse est tout de même passée entre 1950 et 1980 de sept à trente-trois professeurs de sociologie et ce n'est peut-être pas fini. Les rapports entre la société suisse et la sociologie ont changé. Que s'est-il passé ? Lequel des partenaires du couple a-t-il changé le plus ? La société s'est-elle adaptée à la sociologie ou la sociologie à la société ?

Dans son exposé, Windisch laissait entendre que le développement de la sociologie en Suisse s'est opéré de manière imprévisible. Je crois au contraire qu'il était sociologiquement prévisible, en Suisse aussi, et même prévu, non pas en termes d'événements certes, mais en termes de tendances. Après tout, la Suisse est un pays industrialisé dont la structure sociétale tend, comme dans les autres, vers des formes post-industrielles, post-modernes ou post-autre chose. Elle participe aux mêmes problématiques, s'inscrit dans les mêmes tendances, se trouve confrontée aux mêmes jeux, enjeux et défis.

Pour autant que nous puissions en juger, jamais dans l'histoire de l'humanité des formations sociales ne se sont trouvées dans la situation de celles du premier monde en cette fin du vingtième siècle :

- elles disposent d'une puissance et d'un rayonnement planétaires inégalés, en matière économique, scientifique et technologique aussi bien que culturelle, politique et militaire;
- elles sont capables de gérer sur un mode relativement légitime et démocratique des ensembles humains comptant des dizaines, voire des centaines de millions de personnes tout en ayant par ailleurs renoncé dans une large mesure aux garants méta-sociaux de l'ordre social légués par la tradition;
- leur puissance se conjugue ainsi avec une conscience aiguë d'être le produit historique d'elles-mêmes, de leur propre action, de leur propre capacité d'auto-organisation;
- l'humanité – société et condition humaines – y sont plus que jamais perçues comme parties intégrantes de la nature, comme phénomènes naturels, susceptibles d'ailleurs de devenir catastrophe naturelle.

En m'appuyant sur Alain Touraine, j'ai ainsi brièvement esquissé ce qui m'apparaît sociologiquement comme les conditions de possibilité et de nécessité historiques de la sociologie et des sciences sociales, en tant que sciences que se donne une formation sociale qui se conçoit comme connaissable et comme produit de sa propre capacité d'action et d'auto-organisation à partir de la représentation et de la connaissance qu'elle a d'elle-même. Que ce soit au plan de la planète ou à celui des micro-espaces sociaux, la sociologie a partie liée avec la production de société, dans des formations qui, à la différence de celles qui l'ont précédée, se perçoivent comme imparfaites puisque perfectibles, inachevées, et se conçoivent comme champs de tensions, de luttes et de conflits à la recherche d'accords et d'équilibres provisoires par la négociation et la concertation. Les sociétés modernes se perçoivent moins comme des édifices que comme des chantiers où, dans le débat et dans la lutte, se cherchent et se génèrent – avec difficulté – des modalités et des principes nouveaux du vivre ensemble entre humains ainsi que les images, les représentations et les normes d'orientation de l'action compatibles.

Pour revenir au développement de la sociologie en Suisse, il faut certes lire et penser la création d'institutions et de postes d'enseignement ou de recherche comme des événements et des décisions avec leurs déterminants locaux et leurs implications spécifiques. Mais à un plan plus global, la sociologie ne peut pas ne pas penser aussi son propre développement comme indice ou indicateur d'un changement sociétal plus général et plus fondamental. Les sociétés modernes et leurs composantes deviennent objectivement plus dépendantes de la

connaissance que la sociologie et les autres sciences sociales peuvent produire d'elles.

Ce n'est qu'ainsi qu'on peut comprendre qu'au cours des dernières décennies la sociologie se soit développée dans tous les pays industrialisés. Les facteurs qui contribuent à une augmentation du «besoin» de sociologie sont multiples et complexes. Je ne puis que rappeler quelques pistes de réflexion déjà plus ou moins explorées :

- L'érosion des anciennes certitudes, y compris celle des grands récits, des mythes identitaires et des utopies qui avaient nourri la fondation de la société industrielle à la fin du XIXe siècle aussi bien que les certitudes liées aux conflits idéologiques de la guerre froide;
- L'évolution vers des formes post-industrielles dont je me bornerai à indiquer les mots-clés en vrac :
 - l'internationalisation des échanges matériels et symboliques et la mondialisation des interdépendances économiques et écologiques;
 - la montée des enjeux de la compétition scientifique, technologique et économique internationale;
 - l'érosion de la substance de souveraineté des Etats-nations (providence) qui s'alimente entre autres à ces deux tendances mondiales, de même qu'à la résurgence des régionalismes;
 - la transformation de la nature des activités économiques et l'émergence, au sein des sociétés développées, d'une classe moyenne salariée majoritaire dont la croissance en nombre et en influence se nourrit de celle d'un tertiaire de puissance, des activités de recherche scientifique et technologique et *last but not least* d'une véritable explosion du secteur anthroponomique⁶, c'est-à-dire de production et de «maintenance» des humains (l'enseignement, la santé, les médias, notamment);⁷
 - la contradiction croissante entre le vieillissement de la population et l'exigence d'innovation technique et organisationnelle;
 - le métissage des cultures dans des formations sociales qui vivaient dans l'utopie de l'homogénéité culturelle;
 - plus généralement, une culture en chantier (une cosmologie bouleversée, une autre conception de la vie, une anthropologie qui se redéfinit, une éthique à reconstruire).

6 Le terme est emprunté à Daniel Bertaux, *Destins personnels et structure de classe*, PUF, Paris, 1977.

7 Cf. Walo Hutmacher, *L'école dans tous ses états*, Service de la recherche sociologique, Genève, 1990.

- Récemment, en même temps que disparaît l'anti-modèle à prétention universelle longtemps combattu, les sociétés occidentales qui se veulent ou se disent démocratiques, sont aussi traversées par un processus de redéfinition en profondeur des rapports entre l'individuel et le collectif, des principes de justice sociale et des droits civiques. Un nouveau partage entre régulation politique et régulation par le marché se cherche; les formes héritées de la démocratie sont en question.

A l'instar des autres sociétés industrialisées, ni plus ni moins, la Suisse est entraînée dans ces évolutions, parce que les interdépendances concurrentielles du monde sont ce qu'elles sont et qu'elles traversent les tissus économiques et sociaux de ce pays. Comment en réchapper alors qu'au sein même du pays certaines forces politiques y voient un destin inéluctable, voire une chance, même si d'autres résistent. Difficile cependant d'ignorer la tension que la dynamique européenne aggravera encore en obligeant à l'examen de «l'euro-compatibilité» des institutions politiques et des structures économiques suisses.

Dans les années soixante-dix encore, les sociétés nationales industrialisées européennes se donnaient à voir comme des maisons dont le ménage était tenu par le politique. Cette image était particulièrement forte en Suisse, peut-être à cause des petites dimensions, de la dispersion fédéraliste des engagements identitaires et politiques et à cause d'une ancienne tradition de la concertation concordataire. Mais la métaphore de la maison perd de sa crédibilité. Les formations sociales modernes apprennent à se penser comme des espaces et des carrefours de réseaux multiples, interconnectés et polycentriques, lieux de chances et de risques, de tensions et de conflits. On peut donc raisonnablement (sociologiquement) penser que, parce qu'elle est placée dans des conditions analogues, la Suisse est engagée dans le développement de sa sociologie au même titre que les autres pays. Tendanciellement ce n'est pas imprévu. Il resterait à comprendre le retard considérable qu'elle a pris globalement et l'origine des différences sous cet angle, notamment entre les régions latines et alémaniques.

3. Vers quelle sociologie ?

Dans ce processus de développement, la sociologie suisse a-t-elle changé, s'est-elle assagie, voire domestiquée ? Vue du dehors, elle semble considérée comme plus acceptable, moins critiquable que dans les années soixante-dix. Ici même, à l'ouverture de ce IXe congrès suisse, en exprimant la bienvenue des autorités neuchâteloises, Monsieur Perret jugeait qu'«après une phase

tumultueuse, les sociologues font maintenant du travail méticuleux, fin et objectif». Dans un pays d'horlogerie, n'est-ce pas là une belle reconnaissance ?

Ce même jour, annonçant notre congrès, l'*Express de Neuchâtel* titrait : «Une science devenue citoyenne». La formule suggère aussi que la sociologie a changé.⁸ Elle laisse cependant place à l'autre piste : les critères de la citoyenneté n'auraient-ils pas eux-mêmes changé au point qu'une science de la société, même critique, devienne *salonfähig*. Tant d'années de cohabitation, même tumultueuse, du couple sociologie et société helvétique ont vraisemblablement conduit à des adaptations réciproques.

A l'intérieur de la sociologie, l'érosion de l'antagonisme entre positivisme et marxisme qui avait dominé les années 60–70 a conduit à une ouverture paradigmatique certaine, peut-être aussi à une sorte de désorientation. Le pluralisme épistémologique et méthodologique est aujourd'hui toléré; l'ignorance réciproque est cependant plus fréquente que le débat; c'est un mal nécessaire plutôt qu'un donné probablement inéluctable des sciences humaines ou encore une chance de la démocratie. La réflexion épistémologique tend par ailleurs à devenir affaire de spécialistes plutôt que de chaque sociologue. De nouvelles clôtures en chapelles menacent.

La sociologie était plus critique et plus militante au début des années soixante-dix ? Elle parle moins d'inégalités sociales et plus (comme les Américains) de pauvreté, de déviance ou d'exclusion. L'innovation sociale a pris la place qu'occupaient les mouvements sociaux. Y verra-t-on les signes d'une désorientation sociale des sociologues ou de leur désenchantement de la société ? C'est peut-être le début de la sagesse ascétique que Norbert Elias prescrivait aux sociologues en leur enjoignant – oh paradoxe ! – de se libérer de l'idée que la société correspond, devrait correspondre ou correspondra un jour à l'image qu'ils s'en font dans leurs aspirations ou dans leurs utopies personnelles. La sociologie doit se contenter de rendre intelligibles les conditions de possibilité et de nécessité historiques de l'ordre et/ou du désordre social, des rapports de force et de sens qui produisent, reproduisent ou changent les institutions, les structures, les représentations, les pratiques sociales. Se défaire des utopies sociales, des aspirations à une société meilleure, plus juste ou plus égalitaire, au bénéfice de la connaissance suppose évidemment au moins une autre utopie, celle de la connaissabilité, sinon «objective» et définitive du moins raisonnablement communicable, provisoire mais «débattable» du social !

8 En titrant «*Il faut en finir avec l'anti-sept-centième*» ce même journal donnait d'ailleurs le lendemain une lecture reconnaissante de l'exposé introductif de Windisch.

Sans oublier toutefois que la sociologie est elle-même socialement située. Ses ressources dépendent de la richesse, de l'urgence, des disponibilités, des rapports de force et de sens dans la société. Elle pense toujours des objets déjà pensés par des acteurs sociaux (politiques, gestionnaires, décideurs, usagers, praticiens, dominés ou dominants, etc.). Elle ne peut pas ne pas poser la question du positionnement social et politique (subjectif et objectif) des sociologues, parce qu'il n'existe pas d'exterritorialité sociale pour la sociologie. Toute pratique de la recherche sociologique implique des rapports sociaux et par conséquent des stratégies, des jeux, des enjeux, des ruses, des jeux sur les jeux, et cela depuis le choix d'une problématique et la conception d'un projet de recherche, en passant par les différentes prises d'information, le traitement des données, la diffusion et l'interprétation des résultats, jusqu'à d'éventuelles applications. Enfin, comme tout message, la production sociologique n'existe que si elle est communiquée – c'est-à-dire aussi sélectivement, inégalement reçue, acceptée, refusée ou ignorée – par des gens inégalement puissants et inégalement engagés dans des jeux qui englobent ceux des sociologues et de la sociologie.

La question est donc : quelle sociologie, quelle intelligibilité totalisante, ou à défaut sectorielle, se construit-il au-delà des projets qui se multiplient et se suivent ? On n'attend pas de moi que je réponde exhaustivement ici. La question m'est venue à la lecture de la liste des groupes de travail du congrès, que je restitue ci-dessous, pondérée par le nombre des communications qui y ont été présentées :

santé	19
planification et urbanisation	16
idéologies, images, symboles	14
travail, technique et environnement	12
migrations et minorités	11
action sociale	11
science et université	10
sociographie	7
femmes	7
sports	5
culture	4
religion	2

Globalement, on reconnaîtra facilement deux choses : 1) la liste recouvre quelques uns des principaux thèmes et problématiques du débat social contemporain et 2) elle se résume à cela au sens où aucun de ces items ne suggère une centration sur l'une ou l'autre des grandes problématiques théoriques, méthodologiques, voire épistémologiques de la sociologie.

Quant au recouvrement avec les problématiques sociales, il ne s'observe pas seulement en Suisse; dans des congrès d'autres pays et dans les congrès internationaux les listes sont semblables, quoique souvent plus étendues. Partout la sociologie semble conduite à traiter en priorité de problèmes formulés dans les catégories de la problématisation sociale.

On pourrait n'y voir que l'influence des inévitables et légitimes visées «publicitaires» des congrès. Mais dans la mesure où, pour l'essentiel, ces groupes thématiques sont ou préfigurent aussi des comités de recherche permanents de la Société suisse de sociologie, nous avons bien plutôt à faire à un effet de structuration du champ sociologique et de ses catégories de pensée par le contexte social. Que devient donc la sociologie dans ce découpage ? Les constructions de l'objet qui sous-tendent cette liste (et d'autres) ne sont-elles pas trop dépendantes des catégories du discours social, voire tout simplement de la conjoncture sociale ?

Entendons-nous bien, je ne suis pas en train de plaider une indépendance totale de la sociologie à l'égard du social; mais entre la dépendance et la modulation de l'inter-dépendance il y a une marge de jeu et aussi un enjeu de définition de la part d'autonomie de la sociologie. J'entrevois là un rôle pour les sociétés savantes (nationales et internationales) : rester attentives aux processus d'institutionnalisation des thématiques et de légitimation des catégories de pensée qui sous-tendent la création et la dénomination des comités de recherche. Il doit être possible de gérer plus sociologiquement la définition des objets des comités de recherche, de même que la tension entre la clôture indispensable à l'approfondissement thématique et l'ouverture nécessaire à la mise en perspective globale. Il doit être possible de penser des comités de recherche définis plus sociologiquement et fonctionnant en outre sur le mode de réseaux plutôt que celui des boîtes de classement.

En produisant du savoir, la sociologie produit du social, modifie son objet et finalement se retrouve en présence d'acteurs qui, progressivement et sélectivement, assimilent et/ou accommodent, *naturalisent* son savoir en en faisant partie intégrante des représentations légitimes d'orientation de l'action sociale. La sociologie ne peut pas se soustraire à la question de sa place et de son rôle dans le processus de production de la société, ce qui précisément la confronte à cette double exigence que rappelait Armin Huet⁹ :

- la capacité de vigilance épistémologique et de constante révision des modèles explicatifs;

9 Exposé dans le cadre des travaux du Groupe «Planification et urbanisation» de ce congrès.

- la capacité de créer les conditions systématisées de confrontation des connaissances produites avec les autres systèmes de représentation et de justification du social.

La sensibilité épistémologique alliée à la disponibilité à débattre de la définition du social, même celui qui est produit par la sociologie. Pour y réussir plus sûrement, la sociologie (suisse et en général) ne doit pas seulement se sortir de l'enfermement dans des thématiques hétéro-déterminées, mais aussi reconsidérer son rapport à l'espace et au temps.

Le rapport à l'espace national d'abord. L'atomisation de la Suisse (fédéralisme, cantonalisme, pluralité linguistique) rend des projets proprement nationaux extrêmement difficiles et coûteux, d'autant que les barrières linguistiques sont ou sont perçues dans les milieux de sociologues comme des barrières épistémologiques et théoriques. De par sa structure la Suisse est *potentiellement* un laboratoire social, politique et culturel du plus haut intérêt, mais faute de construction de ponts enjambant les frontières, il faut bien convenir qu'elle n'est pas devenue le laboratoire sociologique qu'elle pourrait être. Des projets de portée nationale supposent toujours un effort supplémentaire de coopération et de mise en synergie. Mais comment une sociologie suisse se construirait-elle autrement ?

Au-delà des frontières internes, les sociologues suisses, comme ceux d'autres pays d'ailleurs, importent plus de théories que d'observations permettant de comparer à bon escient. Une sociologie de la Suisse peut-elle prendre un sens sociologique sans comparaison avec d'autres pays ? Certes, on retrouve ici la carence pour notre pays de données fiables et systématiques telles que les produisent déjà d'autres pays. Mais n'y a-t-il pas aussi à vaincre, même chez les sociologues, une tendance héritée au nombrilisme helvétique ?

L'enfermement dans le temps me semble parfois plus inquiétant encore. Les sociologues affirment volontiers le caractère historique de leur(s) objet(s); pourtant leurs références historiques sont souvent pauvres. Beaucoup de recherches et de chercheurs sont enfermés dans l'immédiat maintenant, déni flagrant de l'affirmation d'historicité. D'où peut-être aussi une certaine cécité, ailleurs et ici, à des transformations lentes mais souvent majeures auxquelles, sociologues ou non, nous participons, mais que, faute de recul, nous ne savons ni percevoir ni rendre intelligibles. Comment savoir où nous allons en ignorant aussi systématiquement d'où nous venons ?

Post-scriptum

La présence des collègues des pays d'Europe centrale et orientale en transition post-totalitaire représentait une première dans ce congrès. La situation de ces sociologues s'inscrit en net contraste avec la nôtre. Leurs difficultés sont sans commune mesure avec les nôtres puisqu'il s'agit de (re)construire une tradition de recherche autonome et de débat scientifique libre dans des conditions économiques, sociales et politiques plus que très difficiles. Il faut rendre hommage aux organisateurs d'avoir pensé à les inviter et à prévoir un moment de réflexion spécifique avec eux. Plus qu'ailleurs sans doute s'impose ici la métaphore des réseaux de solidarité; la transition vers la démocratie peut être aidée, c'est pour nous un devoir, un devoir d'hommes, de femmes, de citoyens, de sociologues.

Adresse de l'auteur:

Walo Hutmacher

Directeur

Service de la recherche sociologique

8, rue du 31-Décembre, 1207 Genève